



Intervention du 9 octobre 2018

Cela fait 17 mois que le Président de la République a été élu !!!!!

Pour les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les étudiants et lycéens un constat s'impose et se renforce, celui d'une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Ce n'est pas de ce modèle social que nous voulons !!!!!

La France est en queue des pays européens en matière de croissance selon les critères utilisés par les libéraux eux même. La loi El Khomri a déjà deux ans. Gouvernement et Medef voulaient « adapter les droits des salariés aux besoins des entreprises » alors que ça faisait un siècle qu'on luttait pour adapter les entreprises aux droits et besoins des salariés ! Ils l'ont fait au nom de l'emploi et de la croissance. Deux ans après ni l'emploi ni la croissance ne sont là. Le gouvernement avec le Medef ont fait passer des ordonnances, aggravant la loi El Khomri, faisant reculer tous les droits des salariés et promouvant même le non-salariat « sans statut » et demain « sans sécu »: l'an passé, ces ordonnances étaient « urgentes », elles ont été imposées au forceps, toujours au nom de l'emploi et de la croissance... un an après, le chômage augmente toutes catégories confondues, et la « croissance » recule au premier semestre 2018. A quoi servaient ces ordonnances sinon à nous faire trimer plus en nous payant moins pour que les dividendes soient encore plus important?

Pendant que le monde du travail subit l'austérité et ses conséquences, les riches et les puissants reçoivent cadeaux sur cadeaux.

Les inégalités ça suffit !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

La France figure au TOP 3 du palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10% du total mondial des dividendes à ses actionnaires. Certaines entreprises du CAC 40 profitent des facilités des Ordonnances Macron pour licencier à outrance.

Les dividendes versés au deuxième trimestre se situent aux alentours de 50 milliards, l'augmentation atteint 23,6%. 2018 sera un nouveau cru d'excellence des dividendes avec une hausse de 7,7% qui suit 2017, année record.

Pour réduire les dépenses de l'état, Macron et son gouvernement rognent ici 5 € sur les APL, là 150 € sur les petites retraites, la liste est longue..... tandis que d'autres continuent de s'enrichir.

Dans le même temps, ils nous attaquent sans vergogne.

Baisse des cotisations sociales et donc, de notre salaire, attaques contre le pouvoir d'achat des retraités et des actifs, démantèlement de nos services publics et de nos industries, la précarité devient la norme, augmentation du temps de travail, casse des dispositifs sociaux pour protéger les victimes du chômage organisé, etc.

Ne les laissons pas faire.

Oui il y a urgence : Il faut redistribuer les richesses à ceux qui les produisent.

En ce moment est débattue à l'assemblée la loi Pacte (projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises). Le gouvernement prétend augmenter le pouvoir d'achat en développant l'épargne salariale. La politique du gouvernement consiste à ne pas augmenter les salaires et à distribuer les quelques reliquats des revenus du capital. La précarité se développe et le chômage demeure massif. Jeudi 4 octobre les députés La Rem ont voté la privatisation totale d'Aéroports de Paris, de la Française des Jeux et d'Engie. On sait tous ce que cela génère pour les travailleurs: de mauvaises conditions de travail allant jusqu'au suicide

Après les différentes «réformes» des gouvernements, appuyées par le Medef, ils veulent s'attaquer à notre bien commun: la Sécurité Sociale pour la «donner» à terme aux assurances privées.

Pour faire accepter ce bouleversement social, le gouvernement fait croire à d'hypothétiques gains salariaux au travers de la baisse des cotisations.

Ce sont les cotisations qui font ce qu'est la sécurité sociale. Nos aînés l'avaient bien compris à l'issue de la guerre en lançant le programme du Conseil National de la Résistance avec pour concept:

Chacun cotise selon ses moyens et en bénéficie selon ses besoins.

Le président et son gouvernement inscrivent la refonte de l'assurance chômage dans la poursuite de la casse du code du Travail. Il veut s'en prendre aux privés d'emploi en réduisant leur allocation chômage. Sans surprise, le grand patronat est épargné : pas de « bonus-malus » mais un appel vague à la « responsabilisation des entreprises » et pas d'augmentation globale des cotisations patronales. En revanche, les chômeurs indemnisés sont visés et, tout particulièrement, les travailleurs précaires. Le gouvernement reparle de dégressivité des allocations – et pas seulement pour les cadres – et aussi de sanctions accrues pour obliger les salariés à accepter des emplois dégradés.

La CGT refuse de négocier la régression sociale !

Nous sommes face à une véritable remise en cause de notre modèle social.

Il est urgent de réagir et de se mobiliser.

Il est nécessaire que chaque salarié-e prenne son avenir en mains pour une société plus juste. Il est donc temps de faire converger toutes les luttes vers un grand mouvement social interprofessionnel, porteur d'émancipation, de progrès et de justice sociale.

Nous sommes tous concernés pour stopper la destruction sociale organisée par le gouvernement, et le patronat. Ne les laissons pas tout détruire. LUTTONS, LUTTONS, LUTTONS